

Fabien Roussel - La bataille des « jours d'après » commence maintenant

Notre pays, comme le reste du monde, fait face à une épreuve majeure.

Le nombre de personnes mortes des suites du coronavirus augmente de jour en jour de manière exponentielle.

Nous avons affaire à un défi historique, qui appelle la mobilisation de la nation tout entière.



Faisons monter de toutes parts l'exigence que l'intérêt de l'humain et celui de la planète passent avant ceux de l'argent et des logiques de profit.

C'est d'ailleurs dans cet esprit que le PCF a d'emblée proposé la création d'un comité d'urgence nationale, où se réuniraient des représentants du gouvernement, du comité scientifique, des partis politiques, des associations d'élus locaux, des organisations syndicales, du monde économique.

Quoi qu'ils subissent, les Français font face. Ceux qui travaillent dans nos services publics, souvent maltraités, sont aux avant-postes, dans les hôpitaux, dans les communes, dans les collectivités ou encore pour assurer la sécurité. Dans le privé aussi, ils sont nombreux à monter au front, dans les supermarchés, dans les Ephad, dans l'agriculture, dans les transports... Oui, de belles solidarités s'organisent dans tout le pays car le monde du travail est solidaire.

Les communistes et leurs élu·e·s, dans le même état d'esprit, se sont mis à la disposition du pays. Partout, ils s'emploient à construire les actions d'entraide et de solidarité que requiert la situation, à apporter l'aide indispensable aux personnes les plus fragiles comme aux professions en première ligne.

Nos parlementaires ont demandé que tous les salariés au contact avec du public puissent bénéficier de tous les moyens de protection dont ils ont besoin : masques, gel, gants... Ce qui

suppose que tout soit mis en oeuvre pour permettre à l'industrie de les produire en quantité suffisante.

Ils ont aussi appelé à un confinement général bien plus strict que celui mis en place par le gouvernement, puisque c'est le seul moyen, en l'état actuel, de lutter contre la propagation du virus, préconisé l'Organisation mondiale de la santé. Les entreprises qui ne sont pas indispensables à l'activité du pays doivent s'arrêter. Il n'est pas admissible que 45% des salariés continuent de travailler dans des secteurs non essentiels à la gestion de l'urgence sanitaire.

L'état d'urgence sanitaire que le gouvernement vient de faire adopter par les assemblées ne répond pas à ces exigences d'intérêt général. C'est pourquoi nos parlementaires n'ont pas voté les projets de loi qui l'instauraient.

Non seulement notre appel à une mobilisation des forces vives du pays n'a pas été pris en compte, mais le gouvernement s'est arrogé tous les pouvoirs. Il s'est affranchi du contrôle du Parlement afin d'agir par ordonnances pour déréglementer le droit du travail. Les premières décisions viennent de tomber et elles sont édifiantes : les entreprises pourront faire travailler leur salariés jusqu'à 60 heures par semaine au lieu du seuil maximum légal de 48 heures !

Enfin, notre pays doit aussi faire appel à la mobilisation de toute la société, y compris les multinationales, les compagnies d'assurances, les géants du numérique ou les grandes fortunes. A ce jour, rien n'est prévu de ce côté-là. C'est pourtant là que nous trouverons les ressources nécessaires pour surmonter cette crise inédite. Si les forces du travail sont aujourd'hui mobilisées, celles du capital doivent l'être aussi !

La bataille des « jours d'après » commence maintenant. Faisons monter de toutes parts l'exigence que l'intérêt de l'humain et celui de la planète passent avant ceux de l'argent et des logiques de profit.

Fabien Roussel, secrétaire national du PCF.

Publié le 25/03/2020